Election complémentaire en Ville

Guillaume Barazzone: «La sécurité fait partie de la qualité de vie»

Plus ouverte qu'on ne l'imaginait, cette élection partielle au Conseil administratif de la Ville qui permettra au corps électoral citadin de désigner celui ou celle qui succédera au PLR Pierre Maudet au sein d'un aréopage appelé à régner jusqu'en 2015! L'UDC Eric Bertinat et l'inoxydable candidate de l'extrême gauche Salika Wenger, sans oublier l'ancien démo-chrétien devenu «indépendant» Didier Bonny, visent la place. Le candidat de l'Entente, Guillaume Barazzone, reste cependant confiant et s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie en ville, qui passe aussi par la sécurité.

- Trente ans tout juste, avocat, conseiller municipal PDC, puis député au Grand Conseil: votre parcours ressemble un peu à celui du PLR Pierre Maudet, au centre-droit. Outre un certain courage à vouloir affronter la situation de minoritaire auprès d'un quatuor de gauche, vous axez votre programme sur la sécurité. Une priorité absolue?

- La sécurité fait partie, à mon sens, de la qualité de vie en ville. Je ne peux que constater, comme tous les Genevois, que cette qualité de vie dont nous étions si fiers a tendance à baisser. La montée de l'insécurité est préoccupante. Au-delà de l'action efficace qu'a menée Pierre Maudet en ville et qu'il est en train de développer à l'échelon cantonal, il faut impérativement renforcer la police municipale, lui donner des compétences accrues, une meilleure formation. Les policiers municipaux doivent décharger la police cantonale, par exemple pour la lutte contre le bruit; pour ce faire, il convient de disposer d'équipes de jour et de nuit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Les candidats sont nombreux, et si la gauche ne continue pas à refuser l'engagement de nouveaux policiers municipaux, il sera possible de disposer des effectifs suffisants. Le budget le permet, c'est une question de choix politiques. Nous devons reconquérir l'espace public, qui doit être débarrassé des incivilités, du tapage et des abus de type bonneteau.

- Certains parlent d'armer les policiers municipaux pour leur conférer davantage d'autorité. Qu'en pensez-vous?

- C'est une fausse bonne idée. Comme le prouvent les «bobbies» londoniens, ce n'est pas l'arme qui suscite le respect, mais la proximité du terrain, la fermeté et la présence régulière des policiers. Les actes de violence, les cambriolages, le trafic de drogue fleurissent dans les lieux où la police n'apparaît pas. Les forces de l'ordre cantonales ont leur travail; celui des policiers municipaux est la prévention, la surveillance, le traitement des petits délits et des tâches qui n'exigent ni une arme, ni les longues heures (et dépenses) de formation que le port de celle-ci implique. C'est un travail tout aussi important. Les gardes municipaux disposent d'ailleurs d'une matraque et de moyens de communication.

- Etes-vous favorable aux caméras de surveillance, qui hérissent le poil de ceux qui dénoncent une «violation de la vie privée»?

- Pour les lieux sensibles, c'est une méthode efficace. On le constate partout, y compris aux TPG, et il y a de multiples exemples étrangers. Cela doit naturellement être coordonné au niveau cantonal et l'utilisation de caméras rester strictement encadrée par la loi de 2010, qui fixe des garde-fous précis. Il s'agit de lutter contre la criminalité et de la dissuader, cela n'a rien d'une violation de la vie privée, bien au contraire: ce sont des mesures de protection des biens et des personnes. Il y a aussi d'autres

▸ **Guillaume Barazzone: «Pour une police de proximité».**

méthodes, finalement simples, comme l'éclairage public, qui doit être repensé pour que la lumière porte davantage sur les trottoirs que sur les voies de circulation. Je souligne que la sécurité n'est pas un problème de droite ou de gauche, il faut dépolitiser le débat. Les plus menacés sont les plus vulnérables, c'est le devoir des autorités de lutter pour les défendre.

- Comment voyez-vous la coopération, si vous êtes élu, entre vous et vos collègues?

- Je ne suis pas dogmatique, mais j'essaie d'être constructif et je ne vois pas pourquoi une collégialité ne pourrait pas s'installer pour aller plus loin dans la réalisation du bien commun. Je pense que tous peuvent et doivent coopérer en ce sens: la Ville et l'Etat, les élus, les polices municipales et cantonale, les corps constitués, etc. Au niveau communal, et la Ville n'y fait pas exception, ce sont les habitants qui savent ce qui se passe, ce dont ils ont besoin, ce qu'ils espèrent. La proximité avec eux, de la part des agents comme des fonctionnaires et des élus, est nécessaire.

- En termes de vie urbaine, le paysage et les espaces verts sont aussi à votre programme...

- En effet, la ville s'enlaidit. Genève est la cité des parcs, il faut les valoriser encore mieux et je préconise la multiplication des espaces verts, y compris verticaux, dans le tissu urbain. Les bords du Rhône et de l'Arve doivent prendre un caractère accueillant et familial, ce qui est loin de la réalité actuelle. On pourrait aussi bien mieux utiliser le Bois de la Bâtie, à l'image de ce qui se fait dans d'autres villes. Je suis favorable aux zones piétonnes cohérentes et vertes, avec des accès facilités et parkings en sous-sol pour les livreurs et dépanneurs, les personnes âgées, chargées, accompagnant des enfants, handicapées, etc. Genève, de façon générale, a un immense potentiel. Le réaliser, c'est développer notre qualité de vie, assurer la sécurité, prêter également attention aux mille détails qui forment notre cadre urbain. Genève en vaut la peine! ■

Propos recueillis par Th.O.